

Bulletin d'histoire politique

50 ans de Révolution tranquille : Quand les Québécois pratiquent la terre brûlée mémorielle

Jacques Beauchemin



Volume 19, numéro 3, printemps 2011

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1055993ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1055993ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Beauchemin, J. (2011). 50 ans de Révolution tranquille : Quand les Québécois pratiquent la terre brûlée mémorielle. *Bulletin d'histoire politique*, 19(3), 94–97. <https://doi.org/10.7202/1055993ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2011

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

50 ans de Révolution tranquille : Quand les Québécois pratiquent la terre brûlée mémorielle

JACQUES BEAUCHEMIN
*Département de sociologie
Université du Québec à Montréal*

L'année 2010 nous aura donné l'occasion de revenir sur la portée et la signification de la Révolution tranquille. Pour la première fois sans doute de l'histoire récente du Québec, le jugement porté sur elle est teinté d'un certain désenchantement. Cela étonne parce que les Québécois ont grandi dans le mythe de la Révolution tranquille. N'avait-elle pas signifié la fin de la grande noirceur et l'entrée du Québec dans la modernité? Cette représentation triomphaliste a longtemps prévalu.

La Révolution tranquille avait ébranlé les certitudes du monde canadien-français en montrant que la résistance que ces derniers avaient opposée aux forces qui, depuis 1840, travaillaient à leur disparition, avait aussi signifié une certaine mise en marge de l'histoire et entravé le nécessaire passage à la modernité. La résistance opiniâtre que le peuple et ses élites avaient opposée aux forces d'une histoire adverse faisait la fierté de ces Canadiens français qui avaient su leur résister victorieusement. Les révolutionnaires tranquilles se demanderont s'il n'y avait pas dans cette stratégie défensive, dans cette force d'inertie, une part d'attardement traditionaliste ou d'incompétence collective face aux défis que dressait la modernité et que d'autres relevaient apparemment mieux que nous.

La Révolution tranquille est alors le théâtre du procès de la culture canadienne-française dont on découvre au cours des années 1950 et 1960 qu'elle aurait été à la source des déboires de la collectivité. On n'en finira plus de s'abattre sur la religion, le clergé, la tradition et le régime duplessiste. Nous serions-nous rendus coupables de complicité avec ceux qui nous opprimaient à force de ne pas leur répliquer autrement que dans ce tassement sur nous-mêmes, que dans cette obsession consistant à nous maintenir dans ce que la tradition canadienne-française avait fait de nous ? Les années 1960 sonnent l'heure de la libération, mais elles reconsidèrent aussi un passé dont elles ne verront plus que pesanteurs, retards et empêchements. C'est sans relâche que l'on referra alors l'histoire de nos misères et de nos défaites. Le Québécois s'érigera contre le Canadien français dans lequel il ne se reconnaîtra plus.

C'est parce que nous avons longtemps vécu des certitudes satisfaites de la Révolution tranquille que les critiques qui s'abattent aujourd'hui sur elles signalent peut-être un changement de conjoncture. Mais, en réalité, je crois que ces critiques pointent en direction d'un problème beaucoup plus profond : celui d'une nécessaire refondation de la société québécoise dans un projet aussi mobilisateur que le fut cette Révolution tranquille dont certains semblent constater l'épuisement. C'est de ce point de vue que je voudrais esquisser la signification globale du désenchantement contemporain.

Ce que l'on a appelé le « révisionnisme » en histoire, qui va s'affirmer durant une vingtaine d'années à partir des années 1980, avait déjà contribué à lui enlever un peu de son lustre. On découvrait alors que la Révolution tranquille, que toute une génération d'historiens et de sociologues avait posée dans la perspective de la rupture, ne serait guère éloignée en réalité de semblables phénomènes observés ailleurs. On a voulu montrer qu'elle avait été la voie québécoise du passage à l'État-providence. Reculant dans le temps, on suggéra que le duplessisme ne représentait pas tant la survivance pathologique du traditionalisme en plein cœur du xx^e siècle, qu'une forme particulière de régulation libérale des rapports sociaux. On découvrait dans la culture canadienne-française les traces d'une modernité plus précoce que les révolutionnaires tranquilles, orgueilleux de leurs exploits, ne l'avaient cru.

Le révisionnisme ne constituait pas pour autant une récusation de la Révolution tranquille, pas plus qu'il n'en discréditait les réalisations. Simplement, il venait faire taire ses prétentions à la réinvention de la collectivité. Dans la perspective révisionniste, on peut dire que c'est tout à la fois la vieille mémoire canadienne-française, celle d'avant 1960, et l'interprétation triomphaliste de la Révolution tranquille qui se trouvaient neutralisées. Toutefois, ni l'une ni l'autre ne sont alors mises en procès. Elles sont simplement réinterprétées de manière à abolir l'espèce de singularité

sociologique qu'avait constituée jusque-là l'expérience québécoise en Amérique. Société « normale », le Québec des révisionnistes faisait l'objet d'une réinterprétation qui l'arrachait à son exceptionnalité, celle dans laquelle les Canadiens français s'étaient réfugiés au lendemain de l'Acte d'union et qui va faire l'objet du courroux des années 1950 et de la Révolution tranquille en raison du « retard » qu'elle aurait provoqué. L'historiographie des années 1980 dédramatisait plus qu'elle ne critiquait le passé. Son adversaire n'était pas, comme ce fut le cas pour les penseurs et les instigateurs la Révolution tranquille, la société québécoise tout entière dans ses manquements, ses illusions et son anachronisme, mais l'historiographie qui l'avait précédée et qu'elle entreprenait d'invalidiser.

La question de savoir si les thèses révisionnistes ont eu tort ou raison relève d'un vaste débat que je n'ai pas le loisir de mener ici. Si j'évoque ce tournant dans l'historiographie de la Révolution tranquille au cours des années 1980, c'est surtout pour indiquer que s'y préparait peut-être la critique autrement plus dure que lui adressent maintenant des protagonistes de tous horizons, y compris même certains de ses artisans de la première heure. Après que les révisionnistes eurent désamorcé les prétentions de la Révolution tranquille à la réinvention de la société québécoise, ses contempteurs actuels cherchent à déboulonner les hautes constructions que nous lui devons et dont nous avons été si fiers. Les reproches qu'on lui adresse sont de trois ordres. On a d'abord prétendu que le modèle de développement économique qu'elle aurait mis de l'avant n'aurait pas été aussi bénéfique à l'économie québécoise que ce que conçoit un certain sens commun. L'interventionnisme tous azimuts aurait entravé le développement d'une économie qui, autrement, serait aujourd'hui plus prospère. D'autres observent que les grandes institutions de la Révolution tranquille sont fatiguées. Les déboires de la Caisse de dépôt et placements, emblématique de cette modernité qu'avaient célébrée les années 1960, exprimeraient les dérives sinon l'épuisement de nos grandes institutions. Les systèmes d'éducation et de santé auraient, eux aussi, déçu. En santé, les problèmes liés à l'attente et surtout à l'explosion des coûts illustreraient la dérive d'un système coûteux, inefficace et hors de contrôle. En éducation, les multiples réformes pédagogiques ne convainquent pas toujours de la valeur de ce qui se pratique à l'école. Sur un autre plan, plusieurs de la « génération X » reprochent aux « boomers » de leur laisser des institutions en ruine et une dette publique considérable. Sur le registre plus directement politique, la Révolution tranquille n'aurait pas réalisé la promesse d'émancipation qu'elle a portée depuis les premières manifestations du RIN. Du haut de l'histoire, les tergiversations constitutionnelles et l'ambivalence des Québécois laissent l'impression d'un surplace déprimant qui serait en même temps le signe de notre impuissance collective à mener à terme ce que les années 1960 annonçaient pourtant comme quasiment inéluctable.

Encore ici, je n'ai pas le loisir de discuter de la valeur de ces critiques prises une à une. Je me limiterai à dire qu'elles sont trop sévères. S'il faut tempérer ces critiques, ce n'est pas tant parce qu'il ne faudrait pas porter atteinte aux « acquis » de la Révolution tranquille, éviter de critiquer ses réalisations et de s'attaquer à ses grandes institutions. La question essentielle me semble tenir aux dommages à l'identité et à la dévastation mémorielle sur laquelle risquent de déboucher ces critiques. Alors que la Révolution tranquille avait réglé ses comptes avec l'histoire canadienne-française, voilà que les années 2000 s'abattent à leur tour sur l'hypothétique faillite de la Révolution tranquille. Or les critiques conjuguées du monde canadien-français et de la Révolution tranquille ont pour effet de récuser presque l'entièreté de l'histoire du Québec. C'est dire que se trouvent déversé dans les poubelles de l'histoire tout à la fois l'« hiver de la survivance », dont on peut pourtant célébrer rétrospectivement l'extraordinaire résilience collective qu'il a révélée, et la Révolution tranquille, dont on peut raisonnablement prétendre qu'en refondant la société québécoise, elle a ouvert aux Québécois un nouveau champ de possibles émancipations.

La Révolution tranquille s'érigeait sur la récusation de la culture canadienne-française qui l'avait précédée, alors que les critiques actuelles de la Révolution tranquille achèvent de miner ce que le Québec aura fait de mieux du fond de sa situation minoritaire, celle-là même qui semblait le condamner à mort au lendemain de l'Acte d'union et celle-là même qui lui aura bloqué durant plus d'un siècle le chemin de la liberté. Le Québec aura survécu puis se sera émancipé. Cela n'est pas rien. Du rejet du passé canadien-français, dont on a égrainé les manquements, jusqu'à la critique des promesses, aujourd'hui déçues, de la Révolution tranquille, n'y-a-t-il pas un étrange divorce d'avec nous-mêmes? Réfuter ainsi ce que notre collectivité aura réussi dans son histoire nous laisse orphelins de nous-mêmes.

La Révolution tranquille a représenté le moment de la refondation de la collectivité sur l'horizon de la liberté et de l'avènement à elle-même. Si nous devons aujourd'hui congédier cette vue des choses, c'est peut-être l'avenir lui-même que nous obscurcirions tout autant que le long parcours historique qui nous a conduits jusqu'ici. Pour la première fois de notre histoire, nous nous trouverions captifs du présent, privés d'histoire et d'utopies. La refondation de la société québécoise, dont l'urgence me semble aussi criante qu'elle l'était au tournant des années 1960, ne trouverait alors rien dans notre histoire, et même dans notre situation présente, sur quoi s'appuyer.